

Appel à la grève le 17 juin, 1^{er} jour des épreuves du baccalauréat



Depuis plusieurs mois, les personnels de l'éducation se mobilisent dans de nombreux établissements et se sont rassemblés dans des actions d'ampleur.

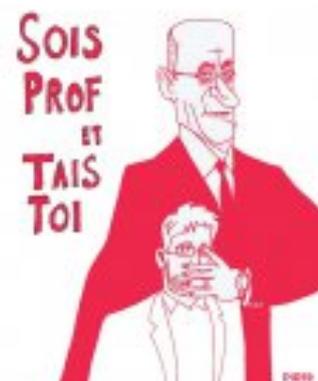
nationales

Que ce soit du côté des parents d'élèves ou des enseignants, l'inquiétude et la colère sont grandes devant les réformes du lycée et du baccalauréat, de la voie professionnelle, la loi dite de la « confiance » et l'ensemble des transformations du système éducatif imposées par le ministre.

Devant le mal-être croissant des personnels, paupérisés et toujours en proie à l'austérité salariale, mis devant de graves difficultés professionnelles, le ministre n'a jusque-là répondu que par le refus de toute discussion. Pire, des collègues faisant part de leurs critiques ont été victimes de rappels à l'ordre et de mesures d'intimidation ; les pressions et les méthodes de gestion autoritaires se développent. À cela s'ajoute le contexte de suppressions de postes à un moment où les effectifs augmentent dans le second degré et les attaques contre le service public d'orientation.

Les inégalités d'implantation des enseignements de spécialité et des options de la réforme du lycée, les difficultés d'emploi du temps, tant pour les enseignants que pour les élèves, le rythme effréné des évaluations et un baccalauréat à valeur locale ; les familles de métiers et la promotion du tout apprentissage en voie professionnelle ; jusqu'aux incidents récents qui ont marqué Parcoursup ; les sureffectifs des classes et les suppressions de postes en collège : tout concourt à accroître les inégalités.

Devant la gravité de la situation, les organisations syndicales représentatives du public et du privé, de l'enseignement agricole et les Stylos rouges, après de nombreuses alertes au ministre, déposent un préavis de grève sur le mois de juin. Elles appellent tous les personnels à poursuivre les actions locales, à se réunir en assemblées générales pour organiser la grève le 17 juin, premier jour des épreuves du baccalauréat, et décider des suites, pour :



- une revalorisation des rémunérations ;
- le retrait des réformes des lycées et du baccalauréat ;
- le retrait des projets de loi « école de la confiance » et « Fonction publique ».

Si le ministre persistait dans son refus d'ouverture de discussions rapides, il porterait la responsabilité d'une perturbation dans le déroulement des examens. Les organisations se rencontreront de nouveau dès après le 17 juin.

Communiqué de presse avec le soutien des organisations suivantes :



Stylos Rouges,



CNT,



La Chaîne des bahuts

Manifestation nationale le 18 juin pour la défense du service public d'orientation de l'EN et de l'Onisep

Le 21 mai 2019, les organisations syndicales signataires ont pris connaissance du « calendrier de l'évolution de la politique de l'orientation » transmis aux Recteurs par le ministère.



Ce calendrier mentionnait que : « Le cadre national de référence et le rapport de la Mission Charvet seront présentés à la presse le 28 mai puis le ministère organisera une rencontre avec les organisations syndicales ».

L'intersyndicale constate que :

- le 28 mai, aucune présentation du rapport résultant de la mission Charvet n'a été faite,
- à ce jour aucune organisation syndicale n'a été consultée ou même informée, y compris du contenu du cadre national de référence, présenté à la presse.



Non seulement le ministre ne respecte pas le calendrier qu'il vient de publier mais il annonce un nouveau report de la publication du rapport à la fin du mois de juin. Cette stratégie qui vise à différer les annonces afin de ne pas rendre de compte aux personnels et aux usagers est inacceptable. De plus, la mise en place des réformes augmente considérablement la sollicitation des PsyEN sans pour autant reconnaître leur rôle.

Pendant ce temps, sur le terrain, certains rectorats relancent une nouvelle politique de fermetures de CIO, dont les collègues sont parfois avertis incidemment pour des déménagements prévus en juin. Cette absence de dialogue social, ce mépris à l'égard du personnel exige une riposte forte.

Cette réforme emblématique de l'orientation assujettie prioritairement aux besoins économiques locaux, cristallise une conception qui va à l'encontre d'une vision émancipatrice d'une école luttant contre les freins et déterminismes sociaux.

L'intersyndicale appelle la profession :

- à continuer de combattre le projet de démantèlement de l'Onisep, de suppression de 60% des effectifs dans les Dronisep, et l'expérimentation de mise à disposition des régions des personnels impliqués dans l'orientation des élèves.
- à se mobiliser pour le maintien du service public d'orientation de l'Éducation nationale et de l'ONISEP en participant massivement à la journée nationale de grève et de manifestation à Paris le 18 juin.
- à informer largement les parents, les élèves et les étudiants des conséquences du démantèlement du service public d'information et d'orientation alors que le MEN annonce l'attribution de fonds conséquents pour des appels à projets ouverts aux organismes privés.



SERVICE PUBLIC ET GRATUIT
DE L'ÉDUCATION NATIONALE